

« Nous ne sommes pas dans le jugement de notre politique, c'est la main tendue »

L'ASBL Transit se prépare à ouvrir la première salle de consommation de la capitale. Le projet, porté par la Ville de Bruxelles, vise à ouvrir une porte vers la réduction de risques, un trajet de soins pour les usagers.

REPORTAGE

VÉRONIQUE LAMQUIN

Une façade discrète à deux terrasses improvisées de Lemonnier. Dehors, c'est le quartier du Midi et ses « commerces » spécialisés : le crack ou la rilatine place Bara, l'héroïne ou la coke place Anneessens, des médocs avenue de Stalingrad, l'assortiment complet dans le terminal ferroviaire bruxellois.

Ses spots de consommation aussi dans les interstices de la gare et de la station de tram. La salle de consommation à moindre risque, qui ouvrira rue de Woeringen dans quelques semaines, devrait donc toucher son public : les personnes consommant de manière problématique et compulsive, par inhalation ou injection. « Nous avons effectué une enquête auprès d'une centaine d'usagers », souligne Nicolas De Troyer, coordinateur du dispositif. « Soixante pour cent d'entre eux nous ont dit qu'entre l'achat du produit et la consommation, il s'écoule maximum cinq minutes. On a donc fait le pari de s'installer au milieu de la zone de vente et de consommation. »

L'enjeu : se faire accepter par le quartier

La Ville de Bruxelles porte ce projet mis en œuvre dans plusieurs dizaines d'autres villes européennes (Berne avait ouvert la voie, en 1986). « Je l'ai soutenu pendant la campagne électorale, il figure dans notre accord de majorité », répète Philippe Close, bourgmestre PS. « Il y a de plus en plus de scènes de drogue dans les quartiers. L'idée, c'est de sortir les toxicomanes du champ visuel public, sans les invisibiliser. Et d'essayer de les inscrire dans un trajet de soins, sans jugement moral. » Le CPAS a mis à disposition un bâtiment de 640 mètres carrés, le budget de fonctionnement annuel est estimé à 1,7 million – un million à charge de la Ville, 500.000 euros de la Région, 215.000 de la Cocom. L'équipe de Transit, gestionnaire de ce lieu inédit à Bruxelles, est prête à ouvrir, il ne manque plus que l'agrément de la Cocom, une formalité attendue pour fin février. L'ASBL aligne 26 années d'expérience en accueil non médicalisé de personnes dépendantes, décliné en neuf projets. Le dixième, la salle de consommation à moindre risque, c'est le chaînon manquant, insiste l'équipe. « C'est le moyen, pour nous, de créer un lien avec les personnes qui ne fréquentent pas les autres lieux », appuie Nicolas De Troyer. Porte d'entrée vers un trajet de réduction de risques et de soins, son nom, Gate, lui sied donc parfaitement. Sa localisation et sa conception aussi, plaident ses concepteurs. « Il faut un dispositif très visible pour les usagers, mais invisible dans le quartier. » L'entrée ne détonne pas dans la rue, l'accueil est conçu pour éviter les files sur le trottoir.

C'est que ledit quartier n'est pas unanimement ravi d'avoir été choisi. Mi-décembre, ils n'étaient qu'une poignée de riverains à avoir sorti leur CST, sésame pour le Palais du Midi, afin de venir rendre au bourgmestre leur opposition. Mais, trois mois plus tôt, ils étaient en nombre, et en décibels : le ton était monté. « Et depuis, rien n'a changé », dénonce, ce soir-là, un voisin, déplorant la présence de drogues et d'alcool « alors que les enfants sont nombreux ». « Pourquoi avoir choisi un endroit où il y a des habitations et des écoles alors qu'il y a des endroits disponibles près de la gare ? », redemande cet autre citoyen. « Tout le monde veut le tram mais personne n'en veut devant chez lui, c'est la même chose avec la salle », philosophe un troisième, « pas de la rue ». Le commissaire présent s'était alors voulu rassurant : « Le procureur du Roi a rédigé une circulaire avec des instructions spécifiques pour la police. Le but est d'éviter que les dealers traînent autour de la salle. Nous allons donc appliquer une approche répressive aux abords : nous arrêterons ceux que nous prendrons en flagrant délit. Il y aura une attitude adaptée pour ceux qui veulent en sortir. »

L'objectif : accrocher les plus précarisés

L'impact sur l'environnement immédiat, c'est le grand défi pour toutes les salles de consommation à moindre risque. L'an dernier, l'Inserm (organisme français de recherche scientifique en matière de santé publique) a réalisé une évaluation des dispositifs parisiens et strasbourgeois. Résumé des 350 pages ? Les salles de consommation ont des effets positifs en matière de santé publique, notamment parce qu'elles permettent de réduire les risques de transmission du VIH ou de l'hépatite C, d'overdoses, de complications liées aux injections, d'admissions aux urgences. Elles permettent par ailleurs de réduire les injections dans l'espace public et n'induisent pas, toujours selon les travaux des chercheurs, de problématique délinquante aux alentours. En revanche, pointe le rapport de l'Inserm, « concernant l'acceptabilité sociale et l'impact de la salle sur la tranquillité publique, les expériences et perceptions des riverains sont très diverses et les arguments entre les partisans et les opposants se sont renforcés au cours de l'expérimentation, principalement en lien avec des collectifs de riverains qui en ont fait, de part et d'autre, un combat à dimensions personnelle et politique... ».

L'acceptabilité, Transit y travaille : voilà plusieurs semaines que deux éducateurs de rue recueillent les craintes et inquiétudes, récoltent les doléances et demandes. Le vrai test, ce sera à l'ouverture, quand les premiers consommateurs se présenteront chez Gate – ouvert de la fin de matinée au début de soirée. La porte franchise, un comptoir d'accueil au plus près de la rue dont il est préservé des regards. « Là, si la personne n'est jamais venue, on effectue une rapide anamnèse de sa situation administrative et médicale », balise Nicolas De Troyer. Autant de données qui sont anonymisées, mais enregistrées sous un identifiant pour la traçabilité (utile pour les visites suivantes). Le matériel est fourni, pas le produit. Direction, ensuite, l'étage, pour la salle d'attente (le temps que des places se libèrent). « C'est là que peuvent se nouer des conversations informelles », insiste le coordinateur. Avec le médecin (la Maison d'accueil sociosanitaire, spécialisée depuis vingt ans dans l'orientation vers les soins des plus marginalisés, est partenaire de Gate), l'infirmier ou l'assistant social, qui ont tous un bureau où confier maux et mots. C'est là que l'on peut soigner les plaies (des injections, agressions, infections...), les maladies plus graves ou la déconnexion administrative, ouvrir une porte vers quelque chose, à commencer par la réduction des risques. « Notre politique, c'est le non-jugement, la main tendue », souligne Nicolas De Troyer. Qui espère que



la salle du premier étage et l'attente dans les sofas seront un lieu et un moment clé pour établir le lien.

Direction, ensuite, les espaces de consommation : quelques box pour les injections, un espace (avec extracteur d'air ultra-performant) pour les inhalations, le tout sous le regard attentif d'un infirmier et d'un travailleur social – vu les conditions de travail, souvent éprouvantes, le personnel œuvre en binôme et change de poste toutes les deux heures. Puis la salle de repos, avec cour pour éviter que la traditionnelle clope d'après-consommation ne s'exporte sur le trottoir, dans le quartier...

L'expérience : vingt-six ans de travail de terrain

Gate s'ouvre aux hommes et femmes qui ne s'aventurent jamais rue Stephenson, dans le bas de Schaerbeek, où Transit a

ses quartiers. Dans le vaste bâtiment en bordure des rails, on trouve tout ce qui peut aider celles et ceux qu'une consommation problématique pousse ou maintient dans la rue. « C'est un peu la maison mère. On s'est installés ici en 1995 avec notre centre de jour et d'hébergement », rappelle Bruno Valkeneers, en charge de la communication pour l'association créée dans le cadre d'un contrat fédéral de sécurité. « À l'époque, l'Etat a décidé d'investir dans une autre approche de la toxicomanie : on a alors quitté le purement répressif pour évoluer vers des solutions de santé. Transit était au départ un projet pilote ; on est devenu un modèle unique. Nous sommes un pôle d'entrée vers les soins, on travaille à très bas seuil. »

Quand ils poussent la porte, les usagers n'ont souvent qu'un sac de plastique à la main. Toute leur vie y tient, la

« Entre l'achat du produit et la consommation, il s'écoule maximum cinq minutes. On a donc fait le pari de s'installer au milieu de la zone de vente et de consommation », explique Nicolas De Troyer. © JEAN BENSANA.

témoignage « La salle, ça permet d'échapper à la peur »



Treize ans que Freddy fréquente Transit... « Quand j'ai besoin de me reposer. Je peux prendre une douche, manger, faire des démarches. » © JEAN BENSANA.

V.L.A.

Ce matin d'octobre, Freddy est épuisé. Seule la barquette de frites mayo arrive à l'arracher du canapé où il s'est affalé après une nuit difficile. La salle de conso, il n'est « pas trop pour ». Du moins pour lui parce que, assure-t-il, « il gère ». Mais, pour les autres usagers, « c'est très important. Les conditions dans lesquelles ils consomment et vivent, c'est ignoble. Aller dans la salle, ça donnera un peu d'intimité aux personnes. Si quelqu'un consomme, c'est qu'il n'est pas bien. Ça le changera de la consommation à l'arrache de tous les jours, où on doit se cacher, aller vite, c'est vite parasité, il y a des gens qui n'ont pas envie de voir ça. Parfois on doit faire ça au milieu des cacas, on n'a pas le choix, c'est ignoble, c'est inhumain ». Quarante à 60 % des usagers qui défilent au comptoir de Transit disent consommer en rue...